

**Vice-Eersteminister en  
Minister van Werk, Economie en  
Consumenten, belast met  
Buitenlandse Handel,  
Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en  
Personen met een handicap**



**Vice-Premier Ministre et  
Ministre de l'Emploi, de l'Economie et  
des Consommateurs, chargé du  
Commerce Extérieur, de la Lutte  
contre la pauvreté, de l'Egalité des  
chances et des Personnes  
handicapées**

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE KRIS PEETERS,  
Vice-Premier Ministre et  
Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,  
du Commerce Extérieur, de la Lutte contre la pauvreté,  
de l'Egalité des chances et des Personnes handicapées**

Mardi 25 juin 2019

## **Kris Peeters : « Le travail du Groupe de Haut Niveau sur le Brexit sera poursuivi »**

Aujourd'hui, le Vice-Premier ministre et ministre de l'Economie, Kris Peeters, a rencontré le Groupe de Haut Niveau sur le Brexit. Le groupe poursuivra également ses travaux au cours des prochains mois.

Kris Peeters : « Avec le report au 31 octobre, le sentiment d'urgence entourant le Brexit a disparu. Néanmoins, la possibilité d'un scénario non deal reste réelle. Le Groupe de Haut Niveau invite les autorités publiques et les entreprises à prendre les mesures nécessaires pour se préparer pleinement à une telle situation. Il est important que les entreprises soient informées en permanence par des campagnes d'information. En outre, au niveau européen et belge, nous devons réfléchir à d'éventuelles mesures de soutien pour les entreprises qui rencontrent des difficultés à cause du Brexit ».

Presque jour pour jour, trois ans après la première réunion du Groupe de Haut Niveau sur le Brexit, le groupe s'est à nouveau réuni à l'initiative du Vice-Premier ministre Kris Peeters et sous la présidence du comte Buysse pour discuter de l'état d'avancement du processus Brexit et de la préparation du monde des affaires belge.

Ces derniers temps, le dossier Brexit a quelque peu disparu des radars. En raison du report au 31 octobre 2019, toutes les institutions et entreprises se sont vu accorder près de six mois de plus pour se préparer à un scénario no deal. Nous devons relever à nouveau le défi et recommencer et approfondir nos préparatifs afin d'atténuer autant que possible les effets préjudiciables d'un éventuel scénario no deal.

Compte tenu de l'incertitude politique croissante à Londres, le Groupe de Haut Niveau sur le Brexit note que la probabilité d'un scénario non deal, le 31 octobre, augmente. Notre pays et ses entreprises doivent donc continuer à se préparer concrètement aux perturbations d'un éventuel no deal. Le Groupe de Haut Niveau soutient également les préparatifs des mesures d'urgence que la Commission européenne élabore. Outre les mesures annoncées par le gouvernement fédéral le 28 mars 2019, il est clair pour le Groupe de Haut Niveau qu'une bonne base a été jetée pour atténuer les pires conséquences d'un scénario no deal. Cela n'est toutefois possible que si toutes les entreprises et toutes les autorités entreprennent effectivement les démarches restantes pour mettre en œuvre ces mesures entre aujourd'hui et le 31 octobre.

Le Groupe de Haut Niveau appelle donc les services fédéraux et régionaux concernés à tout mettre en œuvre pour que les mesures et le personnel nécessaires soient en place d'ici le 31 octobre afin que les nouveaux contrôles aux frontières de l'UE avec le Royaume-Uni puissent être effectués facilement et correctement. A l'instar de la Commission, le Groupe de Haut Niveau invite également les entreprises commerçant avec le Royaume-Uni à s'assurer qu'elles disposent des autorisations légales nécessaires, qu'elles ont pris les mesures administratives nécessaires pour les échanges transfrontaliers et qu'elles ont pris les mesures nécessaires en matière de réinstallation, d'organisation commerciale ou d'adaptation des contrats. Les entreprises doivent être conscientes qu'un scénario no deal empêchera les produits non conformes ou pour lesquels les autorisations appropriées n'ont pas été obtenues d'être mis sur le marché de l'UE.

Le Groupe de Haut Niveau invite l'UE à lancer une vaste campagne d'information de septembre à fin octobre auprès des entreprises de transport et d'exportation de toute l'Europe afin qu'elles sachent exactement quels documents et certificats de contrôle doivent être présentés lors de leurs exportations vers le Royaume-Uni.

Le Groupe de Haut Niveau invite la Commission européenne et les autorités belges à étudier les possibilités de mesures de soutien financier. Si nécessaire, une réflexion devrait être entamée en Belgique sur les mesures d'aide nationale à élaborer, invoquant la flexibilité des règles de l'UE en matière d'aides d'Etat. Les secteurs entameront une réflexion commune à ce sujet.

Au sein du Groupe de Haut Niveau, il semble y avoir une demande claire de maintenir et même d'accroître les campagnes d'information des gouvernements fédéral et régionaux. Les agences régionales d'exportation et les autorités douanières discuteront ensemble de la manière dont le flux d'informations peut encore être optimisé plus avant. La mesure dans laquelle les campagnes d'information sont utiles aux partenaires commerciaux du Royaume-Uni sera également examinée.

Enfin, le Groupe de Haut Niveau sur le Brexit a décidé de poursuivre ses travaux en vue de l'expiration de la prorogation du délai prévu à l'article 50 et de la préparation de l'industrie belge à tous les scénarios possibles.